

Activité Parlementaire

Communiqué de Chantal ROBIN RODRIGO - Députée

Réforme des retraites : la grande illusion !

L'histoire est un éternel recommencement « Il faut faire payer les pauvres car ils sont les plus nombreux » disait-on déjà au XVII^{ème} siècle. Cela se vérifie encore aujourd'hui. Avec sa réforme, le gouvernement SARKOZY a décidé de faire porter l'essentiel du financement des retraites sur le dos des salariés puisqu'ils devront contribuer 5 fois plus que les hauts revenus, les revenus du capital et les entreprises (25,1 milliards d'euros en 2020 pour les premiers contre 4,4 milliards pour les seconds). On nous promettait une réforme ambitieuse capable de pérenniser le système de retraite par répartition, on nous présente en fait des mesures de colmatage jusqu'en 2018. Autant dire du rafistolage...

Je considère que la mesure la plus injuste de cette réforme est le report de l'âge légal de la retraite. La retraite à 60 ans est une conquête sociale, laquelle - lorsqu'elle a été adoptée en 1982 - instituait un droit, celui de permettre aux salariés les plus usés, ceux qui ont commencé à travailler très tôt de partir à 60 ans et de profiter d'une retraite bien méritée. Ce droit est aujourd'hui remis en cause par l'UMP et le MEDEF lequel a toujours réclamé le report de l'âge légal de la retraite.

La réforme pénalisera principalement les ouvriers, les employés qui ont été contraints de commencer à travailler jeune. Ce sont eux qui devront travailler plus, alors qu'ils ont les métiers les plus pénibles et donc une espérance de vie moins grande. En réalité, la solution du report de l'âge légal de la retraite est un mensonge économique. Quand 65% des salariés de plus de 50 ans n'ont plus accès à l'emploi, comme c'est le cas actuellement dans notre pays, la charge économisée sur les retraites sera transférée sur l'assurance chômage ou sur les minimas sociaux. Résultat : ces périodes de chômage conduiront mécaniquement à une baisse du montant des pensions.

Tous les salariés qui connaissent des ruptures de carrière, particulièrement les femmes, seront les grands perdants de cette réforme.

Face à cette réforme porteuse de recul social, plus que jamais, je suis solidaire des syndicats. Nous devons nous mobiliser pour faire reculer le Gouvernement et lui adresser un signal clair dès le 24 juin prochain. Le texte sera débattu à l'Assemblée Nationale début septembre.